

Sueur (PS): la réforme pénale doit être examinée "sans tarder" par le Parlement

Paris, 17 août 2013 (AFP) -

Jean-Pierre Sueur, président (PS) de la commission des lois du Sénat, est favorable à la suppression des peines planchers pour les récidivistes et estime que le projet de réforme pénale doit être examiné par le Parlement "sans tarder".

"Il faut supprimer les peines planchers" pour les récidivistes, affirme-t-il dans un entretien au Monde daté de dimanche-lundi. "Nous les avons tellement dénoncées - j'ai en mémoire les plaidoyers de Robert Badinter - qu'il serait impossible de ne pas le faire", ajoute-t-il.

Le sénateur du Loiret juge également que "le développement des peines alternatives (à la détention, ndlr) est une absolue nécessité".

Il estime aussi que "le Parlement devra être saisi du texte sans tarder", jugeant que l'"enlisement" n'est pas opportun. "Je ne parviens pas à penser que l'ambiguïté, ou de fait, le refus de trancher seraient bénéfiques, y compris par rapport aux futurs enjeux électoraux", dit-il, en référence aux municipales de mars 2014.

De ce fait "il est très positif que le Premier ministre ait annoncé que le projet serait présenté en Conseil des ministres dès septembre", affirme M. Sueur, qui salue aussi le "courage" de la garde des Sceaux Christiane Taubira.

Son collègue de l'Assemblée, Jean-Jacques Urvoas, président PS de la commission des lois, a estimé vendredi que la date d'adoption de la réforme pénale n'était pas "essentielle", que ce soit "avant ou après les municipales", après avoir plaidé dans un premier temps pour une réforme avant mars 2014.

Les ministres de la Justice et de l'Intérieur Christiane Taubira et Manuel Valls se sont opposés cette semaine sur certaines orientations du texte en préparation.

M. Valls dans une note très critique qui a fuité dans Le Monde, a réclamé l'arbitrage de François Hollande sur ce texte et critiqué plusieurs mesures, comme la suppression des peines planchers pour les récidivistes. Il y souligne aussi à quel point cette réforme est "politiquement sensible" à quelques mois du scrutin des municipales.

kp/rh/jmg

Afp le 17 août 13 à 16 00.